



Numéro 3

20 janvier 2021

TABLE DES MATIÈRES

La préservation de la sécurité de l'ordre constitutionnel aux États-Unis

- **Éditorial**
- **Fin de la présidence Trump**
- **L'insurrection et l'État administratif**
- *Kathleen Chandler* -

Centre de ressources Hardial Bains

- **La Chambre, le sénateur Cruz et les références à la guerre civile américaine**
 - **La désinformation**
- **Le Bulletin commun du renseignement: un exemple de désinformation**

À titre d'information

- **Le rapport du Comité judiciaire de la Chambre sur la destitution**
 - **Les amendements constitutionnels liés à la guerre civile**
- **Déclaration conjointe de sénateurs opposés à la certification du vote du Collège électoral**

La préservation de la sécurité de l'ordre constitutionnel aux États-Unis

Éditorial

LML publie ce supplément sur les événements qui ont lieu aux États-Unis à la veille de l'investiture de Joe Biden comme 46e président. Ces événements ont une signification pour le corps politique américain et, par extension, pour le corps politique canadien et pour les peuples du monde.

Dans ce supplément, nous nous intéressons à l'explication de ce qui se passe aux États-Unis en examinant ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas pour aller au cœur du problème. L'article de Kathleen Chandler explique pourquoi la Chambre des représentants des États-Unis qualifie le saccage du Capitole le 6 janvier, à Washington, d'insurrection en invoquant le 14e amendement de la Constitution des États-Unis, plutôt que l'Article 1 de la Constitution portant sur les pouvoirs du Congrès, et les ramifications pour le mouvement des travailleurs et du peuple pour la justice et la

démocratie. Kathleen Chandler dirige l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis (USMLO). D'autres informations vous sont présentées par le Centre de ressources Hardial Bains (CRHB), qui mène un travail continu sur des questions intéressant les forces qui luttent pour le changement afin de contribuer à l'édification nationale par l'humanisation de l'environnement naturel et social et en ouvrant la voie au progrès de la société.



Un des principaux domaines d'investigation du CRHB est le jeu de la désinformation dans ses formes idéologiques et matérielles, plutôt que du point de vue des croyances et des convictions. L'article sur la désinformation publié ci-dessous vise à aider les lecteurs à établir des balises pour comprendre ce qui se passe, ce qu'on en dit et ce qu'on en fait.

Nous nous concentrons sur les pouvoirs de police par rapport au gouvernement représentatif et comment fonctionne la désinformation dans sa forme idéologique plutôt que simplement du point de vue des croyances individuelles. La désinformation concerne la destruction de ce qui est informé, de ce qui donne la forme.

Un élément important de l'analyse des événements qui se déroulent présentement est de ne pas confondre le monde objectif avec l'impression subjective que l'on en a. Plutôt que de refléter le monde objectif, une analyse peut devenir un amalgame rendu à travers le prisme de la compréhension de ce que la personne observe, lit et entend. On voit non pas ce qui est là, mais ce que l'on croit être là. Par exemple, diverses forces décrivent ce qui se passe aux États-Unis comme un problème d'extrémisme, de fascisme, d'autoritarisme, de populisme, de pré ou post-fascisme, etc. Il y a un refus de discuter des relations humaines réelles et de ce qu'elles révèlent, en partie parce que l'information fait défaut et c'est délibéré.

Les relations humaines, toutes les nombreuses relations entre les humains et entre les humains et la nature, ne sont pas une simple collection de choses. Dans un corps politique, elles concernent la base des relations politiques qui ne sont pas les mêmes que les relations sociales émanant des rapports de production. Dans un corps politique, il y a des relations individuelles et collectives et des relations avec l'ensemble. Les théories de la gouvernance, l'équilibre des pouvoirs, la distinction entre politique intérieure et politique étrangère, tout cela est éliminé lorsqu'un pouvoir de police est établi. Le pouvoir de police considère simplement tous les humains et leurs relations comme des « choses » placées dans des catégories qui permettent d'en disposer : « Noirs : criminels »; « jeunes : délinquants »; « classe moyenne : bon monde »; « classe ouvrière : fauteurs de troubles »; « extrémistes, musulmans, Iraniens, Cubains, Vénézuéliens : terroristes »; « Chinois : espions, ennemis »; « Russes : idem », etc.

La répétition de ces caractérisations est ce que nous appelons le complexe de Cendrillon. Certains

disent que ce qui se passe aux États-Unis est de l'extrémisme, ou du fascisme, de l'autoritarisme, du populisme ou l'Armageddon. Dans le Nouveau Testament de la Bible chrétienne, Armageddon est le lieu de la dernière bataille entre le bien et le mal avant le jour du Jugement dernier. Tout cela est un refus de discuter de l'ensemble des relations humaines et ce qu'elles révèlent.

L'histoire de Cendrillon est celle d'un prince qui, n'ayant que la pantoufle de verre de la fille qu'il croit aimer, part à la recherche du pied auquel fera le soulier. Des événements ou des développements sont regroupés sous une caractérisation (la pantoufle de verre) et les revendicateurs de la caractérisation partent à la recherche de faits qui la prouveront tandis que les opposants à la caractérisation partent à la recherche de faits qui la réfuteront. C'est sans compter que personne n'est censé remettre en question la présomption de base que tout le monde veut soit être le prince, soit épouser le prince.

Les arguments donnés de part et d'autre n'éclairent pas le point de départ, le point de vue, ni la situation dans laquelle nous nous trouvons. Leur validité est déterminée par le nombre de « j'aime » sur Facebook. Qu'il soit bon ou mauvais, le point de vue ou le point de départ est toujours celui du prince et ceux qui argumentent ne peuvent pas voir plus loin.

Les idées que les gens se font de Trump et de ce qui se passe aux États-Unis vont dans tous les sens. Il n'est pas rare d'entendre des gens dire qu'ils sont convaincus que le monde arrive à sa fin. Certains sont d'accord avec telle ou telle analyse, mais au lieu de corroborer l'analyse, ils corroborent ce qui se passe dans leur tête, comme la conviction que Donald Trump s'est fait voler l'élection et qu'il est un homme vraiment mauvais et que Joe Biden n'est peut-être pas si mauvais, ou sera tout aussi mauvais, ou sera bon, et ainsi de suite.

La politique de la personnalité peut rendre fou. Les gens ont peur lorsqu'ils pensent à des choses basées sur des sentiments et des appréhensions personnels. Ils deviennent victimes de la désinformation, qui n'a pas pour but de vous faire croire à ceci ou à cela, mais de vous priver d'une conception du monde qui vous sert et vous aide à trouver ce qui peut être fait pour changer la situation en votre faveur. Ceux qui participent à l'acquisition d'une conception du monde moderne ne deviennent pas fous et ne succombent pas à la peur. Ils acquièrent la capacité d'analyser le monde objectif, de démêler les contradictions et de s'engager dans des actions avec analyse pour changer la situation en leur faveur, en faveur de la classe ouvrière, de l'humanité tout entière et des intérêts généraux de la société.



Les manifestations des participants au mouvement pour les droits et contre l'impunité policière se poursuivent à Portland (ci-dessus) et dans d'autres villes, en janvier 2021.

Le monde objectif change spontanément, mais l'important pour les humains à ce stade-ci de l'histoire est que les contradictions objectives qui émanent des rapports de production peuvent être résolues par des actions conscientes et organisées pour changer le monde, ce qui exige une analyse constante, des actions organisées et encore plus d'analyse et d'actions. Cela ouvre de grandes possibilités pour l'humanisation du monde social et naturel.

Pour celui qui a une conception du monde moderne, la désinformation est comme le bruit lointain d'une sirène d'ambulance. Son effet est comme celui d'ondes sonores gênantes qui atteignent le cerveau et disparaissent presque aussitôt.

Veuillez nous faire parvenir vos points de vue, rapports, photos et informations. Écrivez-nous à redaction@cpcml.ca.

Notons également que la Journée Martin Luther King a été célébrée cette année le 18 janvier. De nombreuses chaînes de télévision et de radio ont diffusé son discours de 1967, condamnant la guerre contre le Viet Nam, et son dernier discours prononcé un jour avant son assassinat en avril 1968. Représentant la force du mouvement antiguerre de l'époque, les discours appelaient à une rupture radicale avec le système socioéconomique et politique des États-Unis, appelant notamment à la fin du militarisme, du racisme et de la pauvreté. La vie et l'œuvre de Martin Luther King, comme celles de Malcolm X, Fred Hampton, Fannie Lou Hamer et bien d'autres, continuent d'inspirer des millions de personnes aux États-Unis.



Fin de la présidence Trump



Le 20 janvier, la présidence Trump sera terminée et le monde lâche un soupir de soulagement... bien que la suite ressemble à trop d'égards à une continuation de la même chose. L'élection de Donald Trump en 2016 a montré que l'ancienne façon de faire les choses était terminée : les arrangements de la société civile ne serviraient plus à régler les problèmes de quelque nature que ce soit. Les quatre années qui ont suivi l'ont prouvé de façon éclatante. C'est ce qui définit le présent, qu'on le veuille ou non.



Les rues dans les environs du Capitole sont barricadées en préparation pour l'assermentation, le 18 janvier 2021.

Le siège militaire de Washington pendant les 30 prochains jours, avec ses clôtures de sept pieds, surmontées de barbelés à lames et la fermeture des lieux publics et des transports, sont une indication des plans que le gouvernement a en réserve face à la résistance du peuple. Le *Joint Intelligence Bulletin* publié par le département de la Sécurité intérieure, le Federal Bureau of Investigation et le National Counterterrorism Centre est une autre indication que les pouvoirs de police maniés par l'exécutif vont être accrus sous Biden. Il identifie ceux qu'il qualifie d'« extrémistes violents », d'« extrémistes violents antigouvernementaux et anti-autorité » et d'« extrémistes violents à motivation raciale ou ethnique », au même titre que les milices, et affirme qu'ils représentent le plus grand danger intérieur. Puisque la lutte du peuple américain pour l'égalité et la justice et pour l'affirmation de son droit de décider de ses affaires – y compris par rapport à la COVID-19 et le droit à des services de santé, au logement et à un moyen de subsistance – se poursuivra à coup sûr et que le gouvernement se donne l'autorité de décider qui est et qui n'est pas un « extrémiste », la probabilité d'une répression accrue contre le peuple est évidente.

Dans un monde néolibéral où les cartels et les coalitions composés d'oligopoles se sont directement emparés des pouvoirs de l'État aux États-Unis et dans d'autres pays capitalistes, les cercles dirigeants ne peuvent plus soutenir un processus politique. Donald Trump s'est positionné pour dépasser les limites de la Constitution et a présidé à la consolidation d'un État de pouvoirs policiers, développé également sous Obama, notamment avec les drones et les déportations massives. À ce stade, le pouvoir policier ne se préoccupe plus de la légitimité, il foule aux pieds les anciennes formes qui permettaient à l'État de revendiquer la légitimité par le biais d'élections. Il considère qu'elles ne sont plus nécessaires. De même, il ne reconnaît plus la valeur d'une société civile qui fait pression sur le gouvernement et insiste plutôt sur la nécessité de préserver la sécurité de ce qu'il appelle l'ordre constitutionnel.

Sur le plan international, la présidence Trump et l'armée qui l'a ont soutenue étaient opposées à l'édification nationale en tant qu'activité de l'armée. Toutes les règles de conduite dans les relations internationales établies jusqu'alors ont été anéanties, ce qui a ébranlé toutes les relations et institutions bilatérales et multilatérales, non seulement les relations avec les alliés les plus proches des États-Unis et les Nations unies et les agences de l'ONU, mais aussi l'alliance militaire agressive dirigée par les États-Unis, l'OTAN. La rivalité et la collusion de tous les rivaux ont eu pour thème que « le président est dans le jeu ». L'« art du marché » de Donald Trump peut être assimilé à l'oligopole où tout est exploité pour l'avantage. Sa politique étrangère n'a pas positionné les États-Unis pour ou contre la Russie ou la



Chine, elle a cherché à les monter l'une contre l'autre, pour chercher l'avantage dans la collusion et la rivalité.

Dès l'élection de Donald Trump, la position générale du corps politique des États-Unis et de la plupart des pays du monde a été caractérisée par la répulsion et le dégoût. Les médias monopolisés ont cherché à diviser le corps politique en blâmant le peuple pour l'élection d'un homme raciste, anti-immigrant et misogyne. La vieille garde s'est présentée comme n'étant pas raciste, comme étant la championne des droits civils, évidemment si l'on fait abstraction des pouvoirs de police dont elle disposait. Tout cela a été fait pour détourner l'attention du caractère intrinsèquement raciste de l'État américain qui déploie les forces policières et autres pour sévir et commettre des crimes contre les vies de Noirs, les vies d'immigrants, les vies de travailleurs et les vies autochtones et qui commet des crimes de guerre.

Reconnaissons le grand mérite des travailleurs des États-Unis qui ont mené un combat vigoureux pour la démocratie, non seulement en se distanciant de ce qui est fait en leur nom, mais en exigeant l'égalité et la fin de l'impunité policière, de l'injustice et des atteintes à la personne humaine. Non seulement la bataille *pour* la démocratie aux États-Unis se poursuivra-t-elle, contre l'utilisation des pouvoirs de la police et le remplacement de l'État de droit par un État policier, mais la bataille *de* la démocratie reste à compléter et doit avancer. Elle exige la politique d'investir le peuple du pouvoir de décider, un processus politique qui prévoit l'élimination de la condition d'esclave, du privilège et de la domination des quelques-uns sur la masse.



La Marche des femmes à Washington le 21 janvier 2017, lors de l'assermentation de Donald Trump, rejette cette présidence et tout ce qu'elle représente.

L'insurrection et l'État administratif

- Kathleen Chandler -

Pourquoi le Congrès a-t-il si rapidement entrepris de destituer Donald Trump sur la base de l'accusation d'« incitation à l'insurrection » ? Qu'est-ce que cela veut dire pour l'administration Biden et les mouvements du peuple pour les droits ? Une partie du problème auquel sont confrontés les cercles dirigeants est que les arrangements politiques existants ne peuvent pas résoudre les revendications du peuple en matière d'égalité et de responsabilité. Ce mouvement du

peuple était évident dans de nombreuses actions en 2020 et depuis, non seulement en termes de lutte contre la brutalité et les morts aux mains de la police à motivation raciste, mais aussi des luttes des infirmières, des employés d'entrepôt et autres travailleurs de première ligne qui exigeaient des protections contre la COVID-19 et des soins de santé gratuits pour tous. Cela se voit également dans les demandes de sécurité du revenu tout au long de la crise de la COVID-19, dans l'opposition aux évictions et plus. Les conflits qui se multiplient au sein du Congrès et entre le Congrès, la présidence, l'armée et les agences policières montrent également que les cercles dirigeants ne peuvent pas non plus résoudre les conflits entre ses factions qui rivalisent pour le pouvoir.



Washington, le 17 janvier 2021

La rapidité avec laquelle le Congrès a choisi de porter l'accusation d'incitation à l'insurrection est significative, tout comme sa répétition par les médias. Tout va dans cette même direction. En même temps, ce processus est distinct de celui qui a lieu sous les auspices du département de la Justice (DoJ) qui fait partie de l'exécutif. Le DoJ ne porte pas d'accusation d'insurrection contre des individus, ni même d'émeute. Jusqu'à présent, des individus sont principalement accusés d'entrée violente et de conduite désordonnée.

L'accusation portée contre Donald Trump d'incitation à l'insurrection utilise un libellé du 14^e amendement de la Constitution américaine, même si l'argument constitutionnel de ce qu'est l'insurrection est donné à l'Article 1 concernant les pouvoirs du Congrès. Ces pouvoirs sont spécifiquement définis à l'Article 1 et incluent le pouvoir de déclarer la guerre, de prélever des impôts, etc. C'est là qu'il est dit : « Le Congrès aura le pouvoir : de pourvoir à la mobilisation de la milice pour assurer l'exécution des lois de l'Union, réprimer les insurrections et repousser les invasions. » La Chambre n'utilise pas l'Article 1, mais plutôt le 14^e amendement, qui date de l'époque de la guerre civile. Contrairement à l'Article 1, le 14^e amendement parle de démettre des personnes de leurs fonctions et de les empêcher d'exercer leurs fonctions à l'avenir. Il est à noter que la Chambre n'invoque pas la défense constitutionnelle de la République, mais plutôt les sanctions pouvant être infligées aux représentants officiels accusés d'incitation à l'insurrection.

La destitution est une action du Congrès contre la présidence, le Congrès et la présidence se disputant un pouvoir accru. Cela se produit dans des conditions où l'exécutif a usurpé et concentré des pouvoirs bien plus importants au sein de la présidence que dans toute autre branche du

gouvernement. Il n'y a pas d'« équilibre » des pouvoirs et la destitution ne changera pas cette réalité.

Suite aux événements au Capitole à Washington, le Comité judiciaire de la Chambre a rapidement rédigé un document de 70 pages dans lequel sont présentés les arguments pourquoi Trump devrait être destitué. Le document présente deux arguments principaux : 1) la sauvegarde de la nation entre les élections, 2) la nécessité de préserver la sécurité de l'ordre constitutionnel. Ce deuxième argument est celui sur lequel le Comité judiciaire s'appuie.

La préservation de l'ordre constitutionnel n'est pas un argument nouveau, mais il est fondamental et revient à différentes occasions. Des politologues, des groupes de réflexion, des universitaires et des décideurs politiques de premier plan développent tous cet argument, soulignant la nécessité de défendre ce qu'on appelle « l'État administratif ». Ce sont toutes les bureaucraties, les forces armées, les agences de police et de réglementation impliquées dans le maintien de l'État et la préservation de l'ordre constitutionnel. Cet État administratif persiste d'un président à l'autre.

Historiquement, surtout lorsqu'il s'agit du pouvoir exécutif, l'insurrection a posé un problème pour un ordre constitutionnel. La conception du pouvoir exécutif impliquait un « mélange de sécurité extérieure et intérieure » et un conflit entre la moralité et la sécurité, ce que l'on voit souvent aujourd'hui dans les débats sur la sécurité par rapport aux droits civils. De nombreux écrits de la période de la Deuxième Guerre mondiale à nos jours évoquent ces difficultés. L'un, par exemple, en 1946, s'appelait *Guerre totale et la Constitution*, de Samuel Corwin, traitant des implications constitutionnelles de l'expérience des États-Unis en temps de guerre.

Corwin montre comment le pouvoir du président s'est développé aux dépens des autres branches du gouvernement. Il pose la question en termes d'agences de réglementation de l'État administratif. Il demande : « Jusqu'où pouvons-nous continuer à progresser dans le sens de conférer aux responsables administratifs un pouvoir discrétionnaire qui échappe de plus en plus à l'examen sur la vie et les activités des hommes sans finalement atteindre un état d'absolutisme qui ne peut plus être qualifié de démocratie libérale ? » Il faut tenir compte du fait que les bureaucraties sont maintenant beaucoup, beaucoup plus importantes que lorsque Corwin écrivait, et se comptent par centaines de milliers.

Corwin était l'un des professeurs formés pour faire partie de la bureaucratie en expansion, qui prenait des formes institutionnelles. Il s'agit notamment de groupes de réflexion comme la Research and Development Corporation (RAND) et le Council on Foreign Relations (CFR), deux endroits où les dirigeants se réunissent aujourd'hui pour élaborer des politiques et comment préserver l'État dans des conditions de grands conflits entre eux et en relation avec les pouvoirs à l'étranger. RAND est un groupe de réflexion sur les politiques mondiales créé en 1948 par l'entreprise Douglas Aircraft pour offrir de la recherche et des analyses aux forces armées américaines. Ces groupes de réflexion sont financés par le gouvernement américain et des dotations privées, des entreprises, des universités et des particuliers. Ils reçoivent des fonds publics pour planifier des stratégies nucléaires, faire face aux soulèvements urbains, etc.

Les arguments avancés proviennent des institutions. Ce ne sont pas des idées dans la tête de quelqu'un; ce ne sont pas des croyances qui n'ont pas une base. Les groupes de réflexion et les institutions gouvernementales ont leurs propres publications, des liens avec les universités, des liens avec l'industrie et le gouvernement, etc. Il y a une matérialité à la culture.

L'État administratif est institutionnalisé et a un poids énorme. Une partie de la difficulté que Biden devra affronter est de savoir comment unir ces forces rivales. Une grande partie de ce qui est fait en ce qui concerne l'immigration et les questions frontalières, y compris en ce qui concerne le commerce, ainsi que pour l'environnement et le financement, comme la Réserve fédérale, se fait par le biais de réglementations et d'énoncés de politique de ces bureaucraties institutionnalisées.

Préserver l'ordre constitutionnel contre le communisme

La période appelée guerre froide a été importante dans la mesure où elle a donné des arguments anticommunistes pour la préservation de l'ordre constitutionnel, qui est fondamentalement une conception anticommuniste. Il s'agit d'une question fondamentale à laquelle nous sommes encore confrontés, qui avait une forme institutionnelle. La question est celle-ci : comment le monde est-il passé d'une guerre antifasciste, d'un front uni antifasciste et des institutions qui en sont issues, comme l'ONU, la décolonisation et la dénazification, à un front anticommuniste immédiatement à la fin des années 1940 ? Ce front anticommuniste a pris une forme institutionnelle.

Et maintenant, quand on entend dire qu'il faut préserver l'ordre constitutionnel, comme le prétend le Comité judiciaire, les mêmes arguments sont donnés depuis la transformation d'un front uni antifasciste en un front anticommuniste organisé à partir des États-Unis, en faisant appel à une alliance anglo-américaine. Il s'agissait des soi-disant « peuples anglophones » auxquels Winston Churchill faisait référence dans son discours sur le rideau de fer prononcé le 5 mars 1946 à Fulton, Missouri. Cela ressort quand quelqu'un doit immédiatement publier un document de 70 pages et l'organiser sous le titre de *Préservation de l'ordre constitutionnel*. Il y a une base institutionnelle à ce qui se passe : ce n'est pas une lutte entre fascistes et néolibéraux. Il peut y avoir de telles luttes lorsqu'il s'agit de fixer des énoncés de politique, mais pas lorsqu'il s'agit du principal enjeu dont il est question ici. Il s'agit de préserver l'ordre constitutionnel contre le communisme. À bien des égards, on peut dire que James Madison, un des principaux auteurs de la Constitution, donne l'argument anticommuniste original. Il dit que la faction des sans-propriété doit être maintenue sous contrôle et hors du pouvoir. James Madison propose l'argument que la tyrannie des despotes se transforme en une tyrannie de la majorité, des sans-propriété, laquelle transformation il faut empêcher. Cet anticommunisme est fondamental pour les arguments actuellement avancés sur la destitution, l'insurrection et la Constitution elle-même.

La destitution et la préservation de l'ordre constitutionnel ne s'inscrivent pas seulement dans l'effort pour régler les conflits au sein de la classe dirigeante, elles visent surtout à écarter le peuple qui, depuis mars, a passé tout l'été et l'automne à trouver des moyens de faire connaître ses revendications d'égalité sociale et politique. En outre, les travailleurs ont présenté leurs revendications sur la sécurité d'emploi et les soins de santé et ont appelé à un transfert pacifique du pouvoir, un appel non partisan à environ 600 000 personnes à déclencher une grève générale le 20 janvier si Trump appelait l'armée à sa défense.



Les revendications du peuple ne proviennent pas d'une défense de l'ordre constitutionnel, mais des droits qui appartiennent au peuple. Les revendications ont leur origine dans la qualité d'être humain, celle d'exiger les droits humains, l'égalité et la responsabilité. Le conflit entre les deux conceptions est bien réel. Biden et les démocrates s'efforcent désespérément de bloquer les revendications d'égalité et de droits et de ramener les jeunes et les travailleurs dans le giron de cet ordre constitutionnel dysfonctionnel, qui a montré qu'il ne pouvait pas assurer l'égalité. Il n'y a aucun doute que le mouvement pour l'égalité, pour investir le peuple du pouvoir et pour des arrangements de gouvernance qui les garantissent va s'intensifier durant l'administration Biden.



Janvier 2021 : une bannière déployée à New York qui revendique un statut permanent et une protection pour les migrants. Le déploiement de bannières et autres actions pour les droits des migrants et pour abolir ICE sont organisés jusqu'à la journée de l'assermentation.



La Chambre, le sénateur Cruz et les références à la guerre civile américaine

- Le Centre de Ressources Hardial Bains -



Manifestation à New York pour demander la destitution de Donald Trump, le 7 janvier 2021

Le Comité judiciaire de la Chambre qui a plaidé pour accuser Trump d'« incitation au terrorisme », le sénateur Ted Cruz du Texas et les sénateurs qui se sont joints à lui pour contester la certification du vote ont tous eu recours à des références à la guerre civile pour étayer leurs arguments.

Le rapport du Comité judiciaire invoque la section 3 du 14^e amendement et fait valoir que l'accusation d'« incitation à l'insurrection » est nécessaire car « la menace qui s'est manifestée au Capitole est encore présente. L'urgence est encore là. » Le rapport se réfère à la menace de violence contre les Capitoles du district de Columbia et des États à travers le pays. Le 14^e amendement est un des trois amendements de la guerre civile (le 13^e a été ratifié en 1865 à la fin de la guerre civile, le 14^e en 1868 et le 15^e en 1870). Le 14^e amendement interdit à toute personne, membre du Congrès ou fonctionnaire des États-Unis, ayant pris part à une insurrection ou à une rébellion, d'occuper quelque charge publique que ce soit aux États-Unis. La Commission écrit : «

En dépit des appels bipartisans très répandus à la démission immédiate de Trump, le président a refusé de quitter ses fonctions. » Il faut donc procéder à la destitution. Comme le motif de la destitution est que le président a incité à l'insurrection, le 14^e amendement peut être utilisé pour passer un vote à majorité simple au Sénat à l'effet que Donald Trump ne puisse plus jamais occuper une charge publique. Telle est la punition qu'ils essaient d'obtenir même après son départ le 20 janvier.

Pendant la guerre civile, la bataille entre le Congrès, la Présidence et la Cour suprême était aussi une partie importante de la lutte. La Cour suprême avait dit que, dans l'éventualité d'une guerre, le gouvernement serait tenu responsable de la destruction de la propriété, y compris en relation avec les Africains-Américains asservis qui étaient traités comme une propriété, comme des choses et non des êtres humains. Comme il s'agissait d'une guerre, les lois de la guerre s'appliqueraient. Il faudrait déterminer qui sont les militaires, qui sont les civils, qui sont des prisonniers de guerre, etc. En plus, la Cour suprême et le Congrès ont soulevé des questions en ce qui concerne Lincoln en tant que commandant-en-chef. La Cour suprême l'a contesté, disant qu'il n'avait pas été appelé sous les drapeaux, comme le veut la Constitution. En dépit de cela, il s'est donné lui-même l'autorité de commandant-en-chef, sans toutefois qualifier le conflit de guerre civile ou même d'insurrection.

Bien que Lincoln ait dit que la loi ne lui permettait pas d'aborder la question de l'esclavage et qu'il ait promis de ne pas le faire lors de débats avant son élection, les démocrates, qui représentaient le pouvoir esclavagiste, ont dit essentiellement qu'ils ne le croyaient pas. Tous faisaient face à différents soulèvements des populations asservies à ce moment-là, en plus du raid sur l'arsenal américain d'Harper's Ferry en 1859, dirigé par l'abolitionniste John Brown, qui était une tentative de renforcer les rébellions en armant un plus grand nombre de personnes. Cela s'est produit avant le premier discours inaugural de Lincoln, en 1861, dans lequel il a continué d'éviter de même mentionner la guerre civile et l'esclavage. Il a dit par exemple que l'esclavage était une institution amoral, mais son discours était principalement une promotion de la réconciliation afin de préserver l'union fédérale sous l'égide de la Constitution.

Les démocrates, qui se trouvaient alors au Congrès, ont rejeté cela et sont retournés à leurs États et y ont organisé des coups d'État. Certains ont d'abord organisé des assemblées et des référendums, mais ceux-ci n'ont pas fonctionné parce que les gens étaient contre la sécession. Ils ont donc organisé des coups d'État. Peu de temps après, la Confédération a été formée, dotée de ses propres articles de Confédération, de son propre drapeau, de son armée, de ses uniformes, de ses généraux, etc. En avril 1861, les forces confédérées ont assiégé et ouvert le feu sur le Fort Sumter, qui fut la première bataille de la guerre civile.

Lincoln a continué d'essayer d'éviter de parler de guerre civile ou d'insurrection. Il a parlé d'actions de bandes, de maraudeurs et de voyous. Ce n'est qu'avec le discours de Gettysburg en novembre 1863 qu'il a employé l'expression « guerre civile ». L'argument général qu'il a soutenu était que l'esclavage comme système touchait à sa fin, que le travail libre grandissait et que l'esclavage allait donc mourir de sa belle mort. Cela est significatif quand on pense aux arguments mis de l'avant aujourd'hui, qui parlent d'insurrection et non de réconciliation bien que Biden se présente lui-même comme un unificateur. En témoigne l'appel au renvoi des représentants de la Chambre qui ont contesté la certification du vote du Collège électoral, qualifiés de « supporters de l'insurrection ».

La guerre civile a été déclenchée par des États qui ont fait sécession des États-Unis. Elle a été déclenchée comme une insurrection contre l'État américain, une rébellion des maîtres d'esclaves. Elle n'a pas été une guerre entre États. Si Lincoln l'avait acceptée comme une guerre, elle aurait été considérée comme une guerre entre États étrangers, ce qui aurait mis en jeu les relations internationales et les lois de la guerre. Deuxièmement, elle n'était pas une simple guerre de sécession, elle était aussi une guerre pour décider quelles forces domineraient les Amériques. Les

membres du Cabinet de Lincoln offraient en fait le Canada, Cuba et le Nicaragua à la Confédération, disant que cela lui donnerait beaucoup d'espace pour s'étendre et manoeuvrer. Mieux valait choisir l'empire que de faire la guerre contre le gouvernement, ont-ils souligné. Mais la Confédération voulait tout avoir.

La plupart des généraux de la guerre civile ont fait leur expérience de la guerre contre le Mexique et avec l'expansion vers l'ouest, le génocide et ses guerres contre les peuples autochtones. Cela comprend des généraux de la Confédération comme Robert E. Lee et Jefferson Davis (le général, pas le chef de la Confédération), de même qu'Ulysses S. Grant qui a dirigé l'armée de l'Union en tant que commandant général dans la victoire de la guerre civile et a été le 18e président des États-Unis de 1869 à 1877. La Confédération ne défendait pas simplement le système de l'esclavage, mais aussi tous les liens qui servaient les intérêts de ses représentants, avec les marchands du nord, les chemins de fer et le marché mondial de l'époque.

Bien qu'entre 600 000 et 700 000 personnes aient été tuées pendant la guerre civile, Lincoln n'a même pas voulu la qualifier d'insurrection. Or, le 11 janvier, la Chambre aujourd'hui a tout de suite parlé des événements du 6 janvier comme d'une insurrection, plutôt que d'une émeute ou d'une manifestation violente ou d'autre chose de semblable. Elle s'est appuyée sur le 14e amendement. Pour le faire, elle devait d'abord dire que Trump avait incité à l'insurrection pour ensuite invoquer le contenu du 14e amendement pour empêcher Trump d'occuper une charge publique à l'avenir.

La période pendant laquelle le 14e amendement a été ratifié, qui est celle de la Reconstruction (1865-1877), a aussi été invoquée par le sénateur Ted Cruz, le 2 janvier, dans une lettre où il explique pourquoi les sénateurs républicains contestaient la certification de l'élection. La lettre soulève la question de l'élection présidentielle de 1877, la course entre Rutherford B. Hayes et Samuel J. Tilden. Cette période de l'histoire a été utilisée pour enlever sa légitimité à l'élection de Joe Biden. Cruz a dit dans sa lettre que lors de cette dispute de 1877, le Congrès n'avait pas écarté les préoccupations à propos de l'élection. Il a parlé de cette période de bouleversements de la Reconstruction, où les troupes fédérales ont été retirées du sud en échange de quoi Hayes a hérité de la présidence.

Selon les arguments de l'époque, les accusations d'insurrection ont aussi été utilisées contre les travailleurs qui luttait pour se défendre. De grands bouleversements se sont produits en ce qui concerne le développement de l'État américain. Le chemin de fer intercontinental a été complété et il y a eu une grave dépression après la guerre civile, en 1872. Le chemin de fer Baltimore & Ohio (B&O) a été complété en 1877. En Virginie-Occidentale, les entreprises ferroviaires ont abaissé les salaires deux fois et les travailleurs ont fait la grève. La grève est devenue nationale et des grèves générales ont été organisées dans des villes comme Saint-Louis et Chicago. Cela a duré de juin à septembre 1877 et a été une des luttes les plus violentes qui a été écrasée par les troupes fédérales et l'agence Pinkerton, une force policière privée. De nombreux autres travailleurs comme ceux du fer et du charbon ont aussi fait la grève et mené une résistance armée. Tout cela faisait partie de la lutte pour la journée de huit heures. Il a été reconnu que la classe ouvrière venait d'émerger, travailleurs blancs et noirs ensemble. Les journaux de l'époque sont remplis de gros titres et d'arguments voulant que les États-Unis aillent connaître leur Commune de Paris, le soulèvement révolutionnaire des ouvriers français qui ont pris le contrôle de Paris en 1871 et ont gouverné dans l'intérêt des travailleurs.

Ted Cruz a évoqué cette histoire. La Reconstruction a été une période qui a connu une grande floraison de la démocratie, surtout dans le sud où les constitutions des États étaient réécrites et des débats se tenaient sur les droits des femmes, le droit de vote, la représentation et les assemblées populaires. Bien que son argument soit en partie opportuniste, il a spécifiquement choisi une période de l'écrasement de la Reconstruction. Peut-être est-il inquiet que les soulèvements de 1877 ne se répètent.

Le fait que la Chambre et Cruz se réfèrent à cette période est le reflet de la réalité d'aujourd'hui, à savoir que les factions dominantes, qui n'ont plus de mécanismes tels un Congrès fonctionnel et des élections pour résoudre les conflits qui les opposent, vont entraîner le pays dans une guerre civile violente et qu'elles considèrent que les mouvements actuels du peuple menacent leur pouvoir alors que de plus en plus de gens demandent une nouvelle direction de l'économie et de la politique.

Comme l'a dit W.E.B. DuBois, une autorité reconnue sur les questions de la guerre civile et de la Reconstruction, les deux périodes ont compris une grève générale et la lutte des travailleurs, noirs et blancs, pour mettre fin à tout asservissement.



La désinformation



La chose la plus significative dans cette période historique particulière de repli de la révolution est que toute l'expérience des rapports entre les êtres humains et entre les êtres humains et la nature depuis des temps immémoriaux arrive à un point tournant. Si cette vaste expérience n'est pas l'objet d'une mûre réflexion, nous pourrions nous diriger vers une plus grande tragédie, un événement qui entraînera des souffrances, des destructions et une détresse immenses. C'est dans ce contexte que la définition de la désinformation prend toute son importance.

La désinformation n'est pas synonyme de mésinformation. Elle peut inclure la mésinformation, le mensonge pur et simple ou les idées fausses sur diverses choses, mais cela ne va pas au coeur du problème qui réside dans le préfixe « dés » du mot désinformation. La « désinformation », c'est la destruction. La désinformation est la destruction de ce qui informe, de ce qui donne forme.

Une question légitime se pose : quel est le domaine que cette vaste expérience humaine informe ? De quel domaine s'agit-il en réalité ? Comment pouvons-nous nous connecter, avoir des liens, ressentir toute la matière sensible de cette expérience que nous avons dans nos vies personnelles et dans la vie de nos collectifs et dans la société en général et au niveau international dans le monde entier ?

Nous parlons ici de l'ensemble des relations humaines – tout le matériel qui devient matériel de pensée qui est fourni au cerveau humain. C'est cela qui doit être informé. Nous ne parlons pas d'information comme dans les données informatiques ou de fournir les bonnes données qui seront l'invention d'un esprit génial. Ce serait comme démêler « ce qui est quoi » en dressant une liste

d'épicerie ou en amassant des mégadonnées. Si nous prenons diverses parcelles d'information et que nous les relions comme bon nous semble, en leur donnant la forme que nous voulons, cela pourrait être très bien et, en procédant ainsi, plusieurs points d'intérêt pourraient être communiqués. Mais ce n'est pas ce dont nous parlons quand nous parlons d'informer, d'avoir de l'information. Sans nous attaquer à ce problème, nous ne verrons pas la désinformation.

Lorsque nous examinons le monde, l'environnement naturel et social, lorsque nous nous penchons sur les problèmes de notre société, de nos collectifs, sur où nous travaillons et comment nous travaillons, sur toutes ces choses, nous voyons un grand enchevêtrement, comment tout est relié et qu'il y a une grande complexité. Si nous nous tenions au sommet d'une montagne, en regardant en bas, nous pourrions voir les forêts et les lacs formant un tout. Nous pourrions voir une ville au loin et des voitures et des routes par endroit. Mais pour nous, dans la vie sociale, ce



n'est jamais comme si nous avions ce point de vue qu'offre le sommet d'une montagne parce que nous sommes en plein dans l'effervescence de la vie. Nos rapports avec nos collègues de travail, nos camarades, notre famille, nos voisins, notre nation, notre corps politique, toutes ces questions se posent. De plus, une histoire commune nous a conduit à ce point. Cette histoire, c'est l'ensemble du développement social et le stade de développement atteint maintenant par les forces productives, dont les plus importantes sont les êtres humains engagés dans le travail qui ont contribué à amener la société où elle est aujourd'hui, à élever la civilisation à ce stade. Il y a une nécessité humaine de voir, de voir réellement, d'observer ce qui est connu, de comprendre comment nous sommes arrivés là, de connaître ce qui est inconnu, de définir précisément et surtout ce qui est inconnu, ce qui est absent dans nos vies. Et donc, comment faire face aux problèmes comme ils se présentent ?

Tous les développements qui se sont produits fournissent un contenu très riche, mais ce contenu dépasse nécessairement les formes qui ont été créées dans le passé. Très concrètement, dans la société dans laquelle nous vivons aujourd'hui, l'entrave à notre existence ce sont les rapports sociaux de production dans lesquels nous entrons indépendamment de notre volonté. Les réclamations du droit de monopole sont imposées par la force à tous, au point que le droit public n'existe plus. Le droit du peuple de revendiquer un moyen de subsistance, le droit de conscience, tout ce qui est nécessaire, notamment dans les domaines du savoir, toutes ces choses ne sont tout simplement pas reconnues.

En même temps, comme nous sommes des êtres humains qui vivent dans une période historique particulière, dans une structure politique et économique définie, nous devons tous avoir nos opinions sur ce que nous devons faire. Si nous ne pouvons pas rassembler, informer cette immense nécessité d'exprimer nos opinions, nous n'avons aucun moyen d'examiner et de déterminer ce qui est correct ou incorrect, pertinent ou non pertinent. Tout devient diffus. En même temps, en raison du progrès et parce que nous vivons dans une société moderne, il existe toutes sortes d'institutions avec leurs disciplines.

Par exemple, l'une des réalisations les plus importantes du développement de la société capitaliste moderne a été la révolution scientifique et technologique qui a permis de transformer les rapports des êtres humains à la nature pour la mettre au service des êtres humains. Pour y arriver, le système universitaire a été développé, diverses institutions ont été créées comme des maisons d'édition, des journaux et des associations. Tout cela faisait partie des luttes révolutionnaires initiales qui ont créé les États-nations modernes. C'est dans ces universités et dans le cadre de ces formes d'éducation, accompagnées du développement de la presse et du journalisme, qu'a eu lieu

l'expression du savoir et de l'ensemble des idées qui se rapportaient à ce savoir. C'est ainsi que se sont constituées les différentes disciplines, que ce soient les mathématiques, la biologie, l'économie, les sciences politiques et sociales, les beaux-arts, la musique et les autres disciplines. Elles se sont développées portées par l'avancement de la société et le développement des forces productives, mais dans le contexte des rapports sociaux qui existaient déjà. La plus grande réalisation de ce progrès a été à une certaine époque la création de quelque chose qui était collectif, la formation d'une conception du monde, pas seulement du savoir, mais d'une conception qui reposait sur ce savoir.

Nous n'avons pas affaire ici à la conception du monde comme telle, mais à un aspect de celle-ci qui est la création de l'opinion publique, que dans la création des corps politiques et de la société politique, il est nécessaire d'argumenter toutes les répartitions des revendications et des intérêts que les gens ont de différentes manières. L'opinion publique sera informée par ceux qui luttent pour leurs intérêts et qui expriment leurs points de vue. Comme nous vivons dans une société de classe, cette lutte dans le domaine de l'opinion publique est menée par toutes les classes et les forces sociales concurrentes.

Cela constitue une complexité bien précise qui est étroitement liée au problème qui existe dans la bataille de la révolution démocratique contre le féodalisme et les vestiges du Moyen Âge, tout en n'étant pas le même. Cette lutte a donné naissance à une conception moderne de la démocratie qui a servi les besoins de la société qui existait à cette époque. Aujourd'hui, cela n'exprime plus adéquatement ce qui est nécessaire, car les gens ont de nombreux intérêts comme individus, dans leurs collectifs et dans la société dans son ensemble. Ces intérêts sont en même temps la conséquence de l'ensemble des influences qui viennent de leur propre expérience et de la manière dont ils sont touchés par l'interaction continue avec les institutions de leur société. C'est ce qui est appelé *l'affect*.

Ce n'est pas seulement un rapport social qui existe, mais grâce au cerveau humain, ces rapports sociaux, à des degrés divers et de diverses manières, peuvent être connus. Tout ce que le cerveau humain peut faire en matière de connaissance est de percevoir et de connaître les relations qui sont à la base de la société, ces relations entre les êtres humains et entre les êtres humains et la nature. Cet *affect* s'exprime sous la forme de passions. C'est ce qui crée l'émotivité. Dans le domaine de l'opinion publique, on trouvera l'expression de toutes les convoitises, les colères, les joies, le bonheur, les angoisses et les désirs de cette société particulière qui sera informée par sa culture – politique, éthique, scientifique.

Chaque type de travail fait dans cette société, selon son stade de développement, possède sa propre culture et cette culture a une forme. Elle a des aspects matériels, sociaux et idéologiques, non pas comme des choses séparées, mais comme venant de cette culture. Tout travail qui est établi développe sa propre culture. Si, à un moment donné, les besoins de cette société empêchent d'établir le travail, que ce soit dans l'industrie, dans la recherche scientifique ou dans le domaine de la lutte des classes, celle-ci n'est pas en mesure de développer cette culture. Cela veut dire que les affects, la sensibilité de l'être humain, les passions vont être influencés par ceux qui sont engagés dans le travail, qui les ont vécus dans le travail.

En termes de ce qui se passe aujourd'hui, c'est là que la personnalité humaine devient soit humanisée, soit déshumanisée. Soit elle est organisée comme il se doit, en harmonie avec le stade de développement que la société a déjà atteint, soit elle ne l'est pas. C'est le problème dont l'histoire exige une résolution définitive dans les circonstances données. C'est cette personnalité qui doit être informée. Toutes les opinions qui expriment l'affect, l'affect social de cette émotivité que les gens entretiennent dans leurs rapports entre eux et leurs rapports à la nature, doivent être informées.

Cela veut dire que nous devons être capables de travailler ensemble dans le cadre de ces

circonstances historiques particulières, que nous devons avoir les faits et être en mesure de discuter des faits. Nous devons décider où ces faits nous mèneront. Nous devons être capables de faire des prédictions. C'est ainsi, par exemple, que se déroulent les délibérations sur la manière d'empêcher une catastrophe naturelle. De la même manière, nous pourrions prévenir la catastrophe sociale qui se prépare; nous pourrions transformer le succès historique en victoire. Cette lutte se mène dans le domaine de l'opinion publique.

Il faut que les formes créées soient appropriées pour que ce contenu entre dans le domaine public, pour libérer l'initiative de tous celles et ceux qui ont l'expertise nécessaire pour apporter leur contribution, pour faire avancer les choses et pour enfin régler les comptes historiques avec le passé.

À suivre



Le Bulletin commun du renseignement: un exemple de désinformation

Le 13 janvier 2021, un bulletin de renseignement commun a été publié par le département américain de la Sécurité intérieure (DHS), le Bureau fédéral d'investigation (FBI) et le Centre national de contreterrorisme (NCTC). Le titre du rapport est : « Les extrémistes violents domestiques enhardis par l'intrusion au Capitole, la menace élevée de violence terroriste domestique à l'heure des transitions politiques et au-delà ». Il indique que son objectif est de « mettre en lumière la menace de la violence provenant d'extrémistes violents domestiques au lendemain de l'intrusion violente du 6 janvier... dans l'édifice du Capitole des États-Unis à Washington, à la suite des manifestations légales liées aux résultats des élections générales ». Le bulletin est classifié U/FOUO, ce qui veut dire qu'il est « non confidentiel, pour utilisation officielle uniquement ».

Il est prétendument écrit pour mettre en garde contre de nouvelles actions qui pourraient se produire au moment de l'inauguration présidentielle, semblables à celles qui ont eu lieu le 6 janvier. On y lit plutôt une menace à tous ceux qui défendent les droits, et qui mènent des actions « pour accomplir des ordres du jour politiques et/ou sociaux, qui semblent dérivés d'un sentiment antigouvernement ou anti-autorité, incluant l'opposition à ce qui est perçu comme des hiérarchies économiques, sociales ou raciales, ou une intervention excessive, de la négligence ou de l'illégitimité de la part du gouvernement ». Il est certain que la vaste majorité des Américains pensent que le gouvernement est négligent en ce qui concerne la COVID-19, qu'il existe un problème sérieux de racisme de la part du gouvernement et d'attaques contre le peuple et plus encore. En qualifiant des groupes entiers d'« extrémistes violents », le bulletin établit une justification et une base juridique pour de vastes attaques contre la résistance. Et il le fait au nom de protéger le peuple et de prévenir la violence.

La désinformation comprend la tentative de perturber et de détruire la vaste opinion publique qui existe que le pays continue d'aller dans une mauvaise direction, qu'il n'existe pas de moyens de rendre le gouvernement redevable et que les droits humains fondamentaux à la santé, au logement, à l'éducation et à un moyen de subsistance sont niés de façon répétée. Que l'opinion publique est détruite et remplacée par la considération que ceux que le FBI, le DHS et le NCTC qualifient d'« extrémistes » méritent d'être châtiés. Des groupes entiers sont notamment considérés comme des choses, réduits à des initiales, comme les DVE, qui signifient « extrémistes violents domestiques ». Agir ainsi déshumanise ceux qui sont stigmatisés, ce qui en fait des choses sujettes à la violence et au châtement par le gouvernement et non des êtres humains qui revendiquent des droits. Alors que

le bulletin mentionne les milices, de nombreux faits démontrent, y compris les événements du 6 janvier, que le gouvernement appuie et même arme souvent ces milices et est bien au courant de leurs plans, mais n'intervient pas ou ne les empêche pas d'agir. Ils sont inclus dans le rapport en partie pour masquer cette vérité.

Le Bulletin de renseignement écrit qu'un « extrémiste violent domestique » est un individu qui est actif aux États-Unis et qui n'est « ni dirigé ni inspiré par un groupe terroriste étranger ou par une autre puissance étrangère, et qui cherche à faire avancer des objectifs politiques et sociaux entièrement ou en partie au moyen d'actes illégaux de force ou de violence ». Il ajoute ensuite que « le fait de simplement faire valoir une position politique ou sociale, de pratiquer l'activisme politique, d'utiliser une forte rhétorique ou d'adhérer à une philosophie qui dans son ensemble préconise des tactiques violentes peut ne pas constituer de l'extrémisme, et pourrait être protégé d'un point de vue constitutionnel ». Cela a été dit de façon répétée lorsque les forces fédérales, des États et locales ont attaqué les manifestants pendant tout l'été. Elles ont simplement qualifié les actions de violentes et d'illégaux et ont notamment fait un vaste usage de gaz lacrymogènes, de gaz poivré et de balles de caoutchouc. Peu de gens croient l'affirmation faite maintenant que les manifestations, pourraient, simplement pourraient, « être protégés d'un point de vue constitutionnel ».

Les catégories mises de l'avant par le FBI, le DHS et le NCTC se subdivisent en trois sous-catégories.

- **Les extrémistes antigouvernementaux et anti-autorité violents** tels que mentionnés plus haut.

- **Les miliciens extrémistes violents** dont il est dit qu'ils sont « des individus qui cherchent, entièrement ou en partie au moyen d'actes illégaux de force ou de violence, à faire valoir leur croyance que les États-Unis outrepassent intentionnellement leur autorité constitutionnelle et tentent d'établir un régime totalitaire ». « Par conséquent, selon le bulletin, ces individus s'opposent à plusieurs lois et règlements fédéraux et des États, en particulier ceux liés à la propriété d'armes à feu [et] commettent des gestes ouverts pour résister violemment au gouvernement des États-Unis ou pour en faciliter le renversement ».

- **Les extrémistes violents ayant un motif racial ou ethnique** dont il est dit qu'ils ont recours « à la violence potentiellement illégale ou à la menace du recours à la force et à la violence, pour faire avancer un ordre du jour politique et/ou social, qui semble provenir d'un préjugé, souvent lié à la race ou l'ethnicité, défendu par l'acteur contre d'autres, y compris un groupe de la population en particulier. »

Selon les agences de police qui ont produit le bulletin, « les plus importantes menaces domestiques en 2021 » ne sont pas tous les problèmes auxquels le peuple sont confrontés, tels que la COVID-19, le chômage, la manque de soins de santé, les évictions, les suicides et les autres décès, mais bien le peuple qui lutte pour ses droits. En fait, le bulletin souligne que son renseignement est alimenté par la réponse à laquelle il s'attend aux « mesures renouvelées qui seront prises pour mitiger la propagation de la COVID-19, aux conditions socio-politiques et à la perception d'une intervention excessive du gouvernement ».

Le Bulletin, comme le font Biden et la Chambre des représentants, prédit une augmentation « des menaces et des complots menant à des activités illégales, y compris la destruction de la propriété et la violence visant des représentants à tous les niveaux du gouvernement, de la police, des journalistes et de l'infrastructure, ainsi que la violence sporadique lors de protestations, de rassemblements, de manifestations ou d'autres formes d'actions où les gens se regroupent ». Le camp armé en ce moment dans le district de Columbia, qui comprend 30 000 membres de la Garde nationale déployés pour un mois et les milliers de policiers et de forces du DHS additionnels, est leur réponse.

Le Bulletin conseille « aux représentants gouvernementaux du contreterrorisme et aux forces responsables de l'application de la loi, de même qu'aux partenaires de la sécurité du secteur privé de demeurer vigilants », à la lumière de cette « menace persistante » et de « cibles sélectives imprévisibles », afin de pouvoir « déceler, prévenir, prévoir ou répondre avec efficacité à des incidents et des attaques terroristes ».

Le 6 janvier - un « moteur durable de violence »

Selon le bulletin, les événements du 6 janvier à l'édifice du Capitole vont servir de « moteur important de la violence pour un ensemble diversifié » de gens. Il indique que les cibles pourraient comprendre « les minorités et les institutions raciales, ethniques ou religieuses, les forces responsables de l'application de la loi et les représentants et édifices gouvernementaux », de même que les membres des médias « en raison d'une complicité perçue au sein d'un système hostile à leurs croyances ». Il s'agit là d'un effort délibéré pour mettre dans le même sac les plus de 20 millions de personnes qui ont ciblé la violence policière raciste (« les forces responsables de l'application de la loi ») et les « représentants et édifices gouvernementaux » et les milices racistes. Tous sont dits également violents, tous sont « extrêmes » et méritent la violence du gouvernement et les arrestations.

Les auteurs du Bulletin affirment que cette « perception amplifiée de fraude » lors de l'élection présidentielle de 2020, « le changement de contrôle de la présidence et du Sénat », ainsi que les « moteurs de longue date tels qu'une perception de tyrannie gouvernementale ou policière, et l'anticipation de lois perçues par certains comme contraires et une menace à leurs croyances engendreront très vraisemblablement une augmentation de la violence ».

Un aspect important de la désinformation dans tout cela est le fait de présenter le problème comme étant un problème de croyances, et non des relations économiques et politiques qui sont organisées contre le peuple, et la violence est alors imputée aux croyances.

Le Bulletin prédit une augmentation de la violence « en rapport à l'exercice du pouvoir du gouvernement américain, son influence et ses initiatives, touchant possiblement à la législation sur le contrôle des armes, l'allègement des restrictions sur l'immigration, et de nouvelles limites sur l'utilisation des terres publiques »; cela comprend aussi « la distribution commandée des vaccins contre la COVID-19 et l'efficacité et/ou la sécurité des vaccins de la COVID-19 ».

C'est ainsi que les nombreuses manifestations unies à la défense des immigrants, des réfugiés et leurs enfants, et le travail d'organisation pour faire face à la COVID-19 sont tous considérés comme une source de violence. Le gouvernement a tout fait pour présenter le peuple comme étant divisé alors que les actions unies des Américains de tous milieux au sujet de l'immigration et de la COVID montrent le contraire. Ce sont les agences de police et militaires et la présidence qui sont de plus en plus rongées par les conflits, dans leurs rangs et entre elles. Le Bulletin met de l'avant l'espoir d'unir ces forces rivales, au nom de la prévention de la violence, tout en cherchant à dresser les gens les uns contre les uns et à justifier la violence contre eux.

À titre d'information

Le rapport du Comité judiciaire de la Chambre sur la destitution

Le 12 janvier, le président de la commission judiciaire de la Chambre des Représentants, Jerrold Nadler, a publié un rapport de la majorité (démocrate) pour la mise en accusation du président Donald J. Trump pour « incitation à l'insurrection ». Le rapport fournit les arguments qui seront

utilisés par les représentants de la Chambre pour présenter leur cause de mise en accusation au Sénat, où se tient le procès. Les dirigeants du Sénat n'ont pas encore fixé de date pour le procès, qui aura lieu après que Donald Trump ait quitté ses fonctions. Le vote pour la destitution a inclus 10 républicains, notamment la troisième républicaine la plus puissante de la Chambre, Liz Cheney du Wyoming. Elle a fait tout son possible pour condamner Trump, disant qu'il avait « convoqué cette foule, rassemblé la foule, et allumé la flamme de cette attaque », et que ses actions étaient la « plus grande trahison » jamais commise par un président américain. Elle est la fille de l'ancien vice-président Dick Cheney.

Pour lire le rapport de 70 pages, cliquer [ici](#)



Les amendements constitutionnels liés à la guerre civile

Les amendements 13, 14 et 15, dits amendements de la guerre civile, se lisent comme suit :

XIIIe amendement

Proposé le 31 janvier 1865, ratifié le 6 décembre 1865, le XIIIe amendement modifie l'Article IV, Section 2.

SECTION 1. Ni esclavage ni servitude involontaire, si ce n'est en punition d'un crime dont le coupable aura été dûment convaincu, n'existeront aux États-Unis ni dans aucun des lieux soumis à leur juridiction.

SECTION 2. Le Congrès aura le pouvoir de donner effet au présent article par une législation appropriée.

XIVe amendement

Proposé le 13 juin 1866, ratifié le 9 juillet 1868, le XIVe amendement modifie l'Article 1, Section 2. Le XIVe amendement est à son tour modifié par le XXVIe amendement.

SECTION 1. Toute personne née ou naturalisée aux États-Unis, et soumise à leur juridiction, est citoyen des États-Unis et de l'État dans lequel elle réside. Aucun État ne fera ou n'appliquera de lois qui restreindraient les privilèges ou les immunités des citoyens des États-Unis; ne privera une personne de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans procédure légale régulière; ni ne refusera à quiconque relève de sa juridiction l'égalité protection des lois.

SECTION 2. Les représentants seront répartis entre les divers États proportionnellement à leur population respective, calculée en comptant tous les habitants de chaque État, à l'exclusion des Indiens, non imposés. Mais, quand le droit de voter à l'élection d'électeurs des président et vice-président des États-Unis, des représentants au Congrès, des fonctionnaires exécutifs et judiciaires d'un État ou des membres de sa législature, sera dénié à des habitants mâles de cet État, âgés de vingt et un ans et citoyens des États-Unis, ou restreint de quelque manière que ce soit, sauf en cas de participation à une rébellion ou autre crime, la base de la représentation pour ledit État sera réduite dans la proportion existant entre le nombre des citoyens mâles visés et le nombre total des citoyens mâles de vingt et un ans dans cet État.

SECTION 3. Nul ne sera sénateur ou représentant au Congrès, ou électeur des président et

vice-président, ni n'occupera aucune charge civile ou militaire du gouvernement des États-Unis ou de l'un quelconque des États, qui après avoir prêté serment, comme membre du Congrès, ou fonctionnaire des États-Unis, ou membre d'une législature d'État, ou fonctionnaire exécutif ou judiciaire d'un État, de défendre la Constitution des États-Unis, aura pris part à une insurrection ou à une rébellion contre eux, ou donné aide ou secours à leurs ennemis. Mais le Congrès pourra, par un vote des deux tiers de chaque Chambre, lever cette incapacité.

SECTION 4. La validité de la dette publique des États-Unis, autorisée par la loi, y compris les engagements contractés pour le paiement de pensions et de primes pour services rendus lors de la répression d'insurrections ou de rébellions, ne sera pas mise en question. Mais ni les États-Unis, ni aucun État n'assumeront ni ne payeront aucune dette ou obligation contractée pour assistance à une insurrection ou rébellion contre les États-Unis, ni aucune réclamation pour la perte ou l'émancipation d'esclaves, et toutes dettes, obligations et réclamations de cette nature seront considérées comme illégales et nulles.

SECTION 5. Le Congrès aura le pouvoir de donner effet aux dispositions du présent article par une législation appropriée.

XVe amendement

Proposé le 26 février 1869, ratifié le 3 février 1870.

SECTION 1. Le droit de vote des citoyens des États-Unis ne sera dénié ou limité par les États-Unis, ou par aucun État, pour des raisons de race, couleur, ou de condition antérieure de servitude.

SECTION 2. Le Congrès aura le pouvoir de donner effet au présent article par une législation appropriée.

Déclaration conjointe de sénateurs opposés à la certification du vote du Collège électoral

Les sénateurs Ted Cruz (R-Texas), Ron Johnson (R-Wis.), James Lankford (R-Okla.), Steve Daines (R-Mont.), John Kennedy (R-La.), Marsha Blackburn (R-Tenn.), et Mike Braun (R-Ind.), et les sénateurs-élus Cynthia Lummis (R-Wyo.), Roger Marshall (R-Kan.), Bill Hagerty (R-Tenn.), et Tommy Tuberville (R-Ala.) ont publié la déclaration suivante en vue du processus de certification du vote du Collège électoral le 6 janvier 2021.

« L'Amérique est une république dont les dirigeants sont choisis lors d'élections démocratiques. Ces élections, à leur tour, doivent être conformes à la Constitution et aux lois fédérales et des États.

« Lorsque les électeurs décident équitablement d'une élection, conformément à l'état de droit, le candidat perdant doit reconnaître et respecter la légitimité de cette élection. Et, si les électeurs choisissent d'élire un nouveau président, notre nation est tenue de procéder à un transfert pacifique du pouvoir.

« L'élection de 2020, comme celle de 2016, a été âprement disputée et, dans de nombreux États basculants, a été décidée de peu. L'élection de 2020, cependant, a fait l'objet d'allégations sans précédent de fraude électorale, de violations et d'application laxiste des lois électorales, et d'autres irrégularités de vote.

« La fraude électorale a constitué un obstacle récurrent dans nos élections, même si son ampleur et sa portée sont discutables. Les allégations de fraude et d'irrégularités lors des élections de 2020 sont plus nombreuses qu'au cours de toute autre période de notre histoire.

« Et ces allégations ne sont pas uniquement soutenues par un candidat en particulier. Au contraire, elles sont très partagées. Les sondages Reuters/Ipsos montrent tragiquement que 39 % des Américains pensent que 'l'élection a été truquée'. Cette opinion est partagée par les républicains (67 %), les démocrates (17 %) et les indépendants (31 %)

« Certains membres du Congrès sont en désaccord avec cette conclusion, tout comme de nombreux membres des médias.

« Mais, que nos élus ou nos journalistes y croient ou pas, cette profonde défiance à l'égard de notre processus démocratique ne disparaîtra pas par magie. Elle devrait nous concerner tous. Et elle constitue une menace permanente pour la légitimité de toute administration future.

« Idéalement, les tribunaux auraient dû entendre les preuves et résoudre ces allégations de fraude électorale grave. Par deux fois, la Cour suprême a eu l'occasion de le faire; par deux fois, la Cour a refusé.

« Le 6 janvier, il incombe au Congrès de se prononcer sur la certification des résultats des élections de 2020. Ce vote est le seul pouvoir constitutionnel restant pour examiner et forcer la levée des multiples soupçons de fraude électorale grave.

« Lors de cette session conjointe quadriennale, il existe un long précédent de membres démocrates du Congrès qui ont soulevé des objections aux résultats de l'élection présidentielle : en 1969, 2001, 2005 et 2017. Et en 1969 et 2005, un sénateur démocrate s'est joint à un député démocrate pour forcer les deux chambres à voter sur l'acceptation ou non des électeurs présidentiels contestés.

« Le précédent le plus flagrant sur cette question est apparu en 1877, à la suite de graves allégations de fraude et de conduite illégale dans la campagne électorale présidentielle de Hayes-Tilden. Plus précisément, les élections dans trois États – la Floride, la Louisiane et la Caroline du Sud – se seraient déroulées illégalement.

« En 1877, le Congrès n'a pas ignoré ces allégations, et les médias n'ont pas non plus simplement écarté ceux qui les ont formulées comme des extrémistes essayant de miner la démocratie. Au lieu de cela, le Congrès a nommé une commission électorale – composée de cinq sénateurs, cinq membres de la Chambre et cinq juges de la Cour suprême – pour examiner et résoudre les résultats contestés.

« Nous devrions suivre ce précédent. En effet, le Congrès devrait immédiatement nommer une commission électorale, dotée d'un pouvoir d'enquête et d'investigation complet, pour mener un audit d'urgence de dix jours des résultats des élections dans les États contestés. Une fois cette vérification terminée, chaque État évaluerait les conclusions de la commission et pourrait convoquer une session législative spéciale pour certifier un changement dans leur vote, si nécessaire.

« En conséquence, nous avons l'intention de voter le 6 janvier pour rejeter les électeurs des États contestés comme n'ayant pas été 'régulièrement attribués' et 'légalement certifiés' (c'est la condition légale requise), jusqu'à ce que cet audit d'urgence de 10 jours soit terminé.

« Nous ne sommes pas naïfs. Nous nous attendons à ce que la plupart des démocrates, sinon tous, et peut-être plus que quelques républicains, votent autrement. Mais le soutien à l'intégrité des élections ne devrait pas être une question partisane. Un audit impartial et crédible – mené

rapidement et achevé bien avant le 20 janvier – améliorerait considérablement la confiance des Américains dans notre processus électoral et renforcerait considérablement la légitimité de celui qui deviendra notre prochain président. Nous devons cela au peuple.

« Ce sont des questions dignes du Congrès, et qui nous ont été confiées pour que nous les défendions. Nous ne prenons pas cette action à la légère. Nous n'agissons pas pour contrecarrer le processus démocratique, mais plutôt pour le protéger. Et chacun d'entre nous devrait agir de concert pour s'assurer que l'élection a été menée légalement en vertu de la Constitution et pour faire tout ce qui est en notre pouvoir pour rétablir la foi dans notre Démocratie ».

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web : www.pccml.ca Courriel : redaction@cpcml.ca